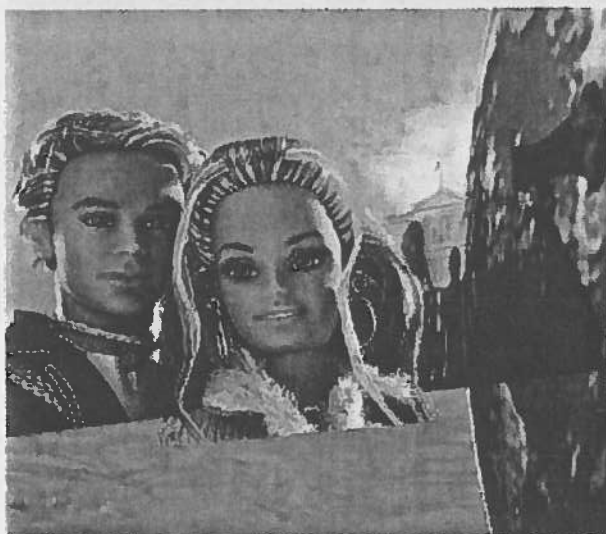
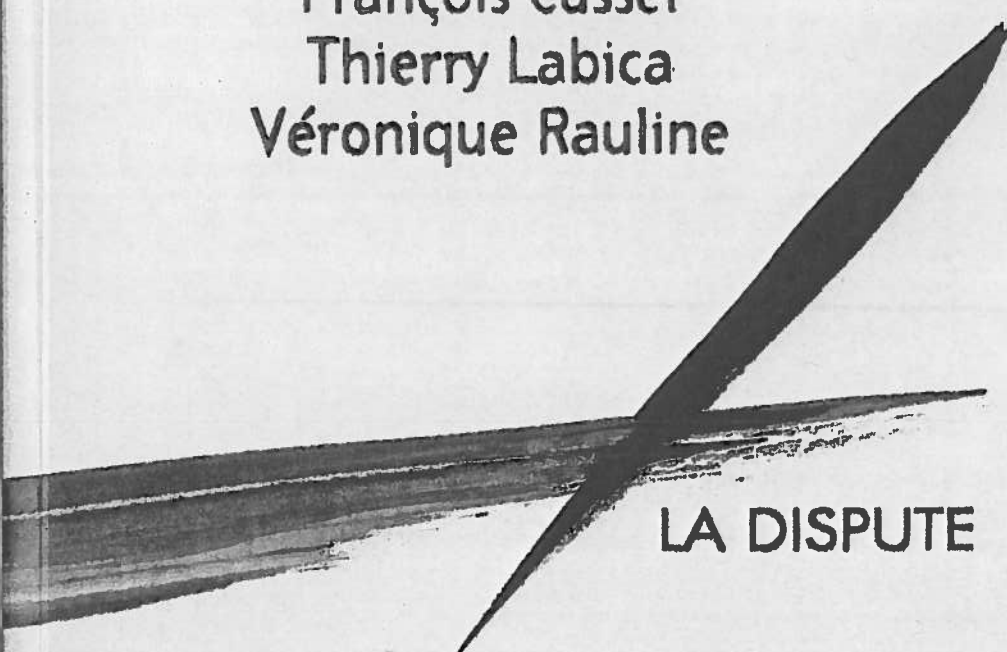




Imaginaires du néolibéralisme

Sous la direction de

François Cusset
Thierry Labica
Véronique Rauline



LA DISPUTE

from Mont Pelerin. *The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Harvard University Press, Cambridge, 2009.

NEWFIELD Chris, *Unmaking the Public University. The Forty Year Assault on the Middle Class*, Harvard University Press, Cambridge, 2008.

OLIVERA Philippe (sous la direction de), *Crise financière globale ou trompette du capitalisme*, Agone, Marseille, 2012.

ONG Alhwa, *Neoliberalism as Exception. Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Duke University Press, Durham, 2006.

ORREN Karen, *Related Feudalism. Labor, the Law and Liberal Development in the United States*, Cambridge University Press, 1991.

PECK Jamie, *Constructions of Neoliberal Reason*, Oxford University Press, 2010.

PERROT Marie-Dominique, « Mon-dialiser le non-sens », *Revue du MAUSS*, n° 20, 2002.

POMMIER Gérard, *Qu'est-ce que le « réel » ? Essai psychanalytique*, Éres, Toulouse, 2014.

RANCIÈRE Jacques, *Le Spectateur émanché*, La Fabrique, Paris, 2008.

RANCIÈRE Jacques, *La Mésentente*, Gallée, Paris, 1995.

ROSA Hartmut, *Accélération. Une critique sociale du temps*, trad. fr. Didier Renault, La Découverte, Paris, 2010.

ROSENTHAL Olivia, RUFFEL Lionel (sous la direction de), *Littérature*, n° 160: *La Littérature exposée*, 2010.

SARTRE Jean-Paul, *L'Imaginaire*, Gallimard, « Folio Essais », Paris, 1986.

SASSEN Saskia, *Territory, Authority, Rights. From medieval to global assemblages*, Princeton, 2006; trad. fr.: *Critique de l'État. Territoire, autorité et droits, de l'époque médié-*

vale à nos jours, Le Monde diplomatique/Demopolis, Paris, 2009.

SCHIFFRIN André, *L'Édition sans éditeurs*, La Fabrique, Paris, 1999.

SCHIFFRIN André, *Le Contrôle de la parole. L'édition sans éditeurs, suite*, La Fabrique, Paris, 2005.

SEMPRUN Jaime, *Défense et illustration de la novlangue française*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 2005.

SHAMIR Ronen, « The age of responsabilization: on market-embedded morality », *Economy and Society*, vol. 37, n° 1, 2008.

SMITH Adam, *Théorie des sentiments moraux*, PUF, « Quadrige », Paris, 2011.

TOFFLIN Alvin, *La Troisième Vague*, Denoël, Paris, 1980.

TOSSEL André, *Scénarios de la mondialisation culturelle* (tome I: *Du retour du religieux*, tome II: *Civilisations, cultures, conflits*), Kimé, Paris, 2011.

VILETTE Raoul, *La Langue du capital mise à nu par ses locuteurs eux-mêmes. Décodage du sabir politico-médiatique*, Éditions Les Nuits rouges, Paris, 2009.

WALRAS Auguste, *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur*, Ink Book, Paris, 2012.

WALRAS Léon, *L'Économie politique et la justice*, FB Éditions, Paris, 2015.

WALTERS William, « Some critical notes on "governance" », *Studies in Political Economy*, n° 73, printemps-été 2004.

WEBER Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, suivi d'autres essais, trad. fr. Jean-Pierre Grossein, Gallimard, « Tel », Paris, 2004.

WOLIN Sheldon S., *Democracy Incorporated. Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*, Princeton University Press, 2008.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction, par François Cusset, Thierry Labica, Véronique Rauline . .	11
Lancement	
Remarques de méthode sur l'imaginaire néolibéral, par André Tosel	31
Première section	
POLITIQUES D'APRÈS LA DÉMOCRATIE : REPRÉSENTER, DIVISER, CONTRAINDRE	
La citoyenneté sacrificielle, par Wendy Brown	55
L'a-démocratie néolibérale, par Christian Laval	85
L'avenir des murmures, par Michèle Cohen-Halimi	99
Deuxième section	
AFFECT ET LIEN SOCIAL : DOMINER, RELIER, RÉSISTER	
Le « néoféodalisme », ou le néolibéralisme comme dystopie, par Thierry Labica	117
Travail affectif, subalternité globale et production de valeur, par Hourya Bentouhami	137

Yves CITTON est professeur de littérature à l'université Grenoble Alpes et codirecteur de la revue *Multitudes*. Parmi ses travaux : *Pour une écologie de l'attention*, Seuil, Paris, 2014 ; *Renverser l'insoutenable*, Seuil, Paris, 2012 ; *Zastrocratie. Très curieuse introduction à la biopolitique et à la critique de la croissance*, Éditions Amsterdam, Paris, 2011.

Michèle COHEN-HALIMI est maître de conférences au département de philosophie de l'université Paris-Ouest Nanterre. Elle a récemment publié *Stridences spéculatives. Adorno, Lyotard, Derrida*, Payot, Paris, 2013, et, avec Francis Cohen, *Le Cas Trawny*, Sens & Tonka, Paris, 2015.

Thomas COUTROT est socio-économiste du travail. Il a publié *L'Entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, La Découverte, Paris, 1998 ; *Critique de l'organisation du travail*, La Découverte, Paris, 2002 ; *Démocratie contre capitalisme*, La Dispute, Paris, 2005 ; *Jalons vers un monde possible*, Le Bord de l'Eau, Paris, 2010.

François CUSSEUR est professeur en études américaines à l'université Paris-Ouest Nanterre. Il est l'auteur de *French Theory*, La Découverte, Paris, 2005 ; *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, La Découverte, Paris, 2008, et a dirigé *Une histoire (critique) des années 1990*, La Découverte/Centre Pompidou-Metz, Paris, 2014.

Hugues JALLON est l'auteur de *La Base. Rapport d'enquête sur un point de déséquilibre majeur en haute mer*, Le Passant, Paris, 2004 ; *Zone de combat*, Verticales, Paris, 2007 ; *Le Début de quelque chose*, Verticales, Paris, 2011 ; et *La Conquête des cœurs et des esprits*, Verticales, Paris, 2015.

Peter KRAPP est professeur au département Film and Media Studies de l'université de Californie à Irvine. Il a publié *Déjà Vu. Aberrations of Cultural Memory*, University of Minnesota Press, 2004 ; *Noise Channels. Glitch and Error in Digital Culture*, University of Minnesota Press, 2011. À paraître : *Handbook Language Culture Communication*, De Gruyter, Berlin.

Thierry LABICA est maître de conférences en études anglaises à l'université Paris-Ouest Nanterre. Il a récemment publié « Cultural studies, postcolonial studies : trajectoires indisciplinaires », in Razmig Keucheyan et Gérard Bronner (sous la direction de), *La Théorie sociale contemporaine*, PUF, « Quadrige », Paris, 2012 ; « The cultural fix ? : language, work, and the territories of accumulation », in Sucheta Mazumdar, Vasant Kaiwar, Thierry Labica (sous la direction de), *From*

Orientalism to Postcolonialism. Asia, Europe, and the lineages of difference, Routledge, Londres, 2010 ; « Please, meet Andrei ! Notes sur la situation charbonnière britannique », *Contre-temps*, n° 25, avril 2015, dossier Grève des mineurs britanniques de 1984-1985.

Christian LAVAL est professeur au département de sociologie de l'université Paris-Ouest Nanterre. Parmi ses publications : *L'Homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Gallimard, « NRF Essais », Paris, 2007, et, avec Pierre Dardot, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, Paris, 2010 ; *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, Paris, 2015.

Catherine LIU est professeure au département Film and Media Studies de l'université de Californie à Irvine. Elle a publié « The Humanities and artisanal education : technology and artisans in the contemporary university », *College Literature*, vol. 42, n° 2, 2014 ; *American Idyll. Academic Anti-elitism as Cultural Critique*, University of Iowa Press, 2011 ; *Copying Machines. Taking Notes for the Automaton*, University of Minnesota Press, 2000.

Véronique RAULINE est maître de conférences en linguistique anglaise à l'université Paris-Ouest Nanterre. Elle a publié : « Modalités réelles et irréelles dans le discours néolibéral », *Travaux linguistiques du CerLICO*, n° 25, 2014 ; « Déconstruire les discours de la mondialisation néolibérale : éléments d'analyse réflexive sur une expérience pédagogique », *Regards sociologiques*, n° 43-44, 2012 ; « Les théories du management à l'assaut des universités : histoires de mots », *Le Langage en effet. Language in deed*, Presses universitaires de Paris-Ouest, Nanterre, 2012.

Hartmut ROSA est professeur de sociologie à l'université Friedrich-Schiller à Jéna. Ses travaux traduits en français sont *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, La Découverte, Paris, 2012, et *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, Paris, 2010.

Lionel RUFFEL est professeur de littérature comparée et de création littéraire. Il a publié *Le Dénouement*, Verdier, Lagrasse, 2005 ; *Volodine post-exotique*, Cécile Defaut, Nantes, 2007 ; *Brouhaha, les mondes du contemporain*, Verdier, Lagrasse, 2016.

André TOSEL est professeur émérite de philosophie à l'université de Nice. Il a écrit *Le Marxisme du XX^e siècle*, Syllepse,

Imaginaires du néolibéralisme

Activement soumis : réseaux sociaux et capitalisme, par <i>David Buxton</i>	155
Et l'amitié dans tout ça ? , par <i>François Cusset</i>	171

INTERMÈDE : ACCÉLÉRER

Vitesse, espace, rythme et culture néolibérale, par <i>Hartmut Rosa</i>	189
--	-----

Troisième section

LA RAISON MANAGÉRIALE : SAVOIR, POUVOIR, (DÉ)STRUCTURER

Mythes et réalités de l'autonomie au travail en régime néolibéral, par <i>Thomas Coutrot</i>	207
Questions de choix : théorie critique et nouveau savoir managérial, par <i>Catherine Lin</i>	217
À propos des <i>think tanks</i> dans l'enseignement supérieur, par <i>Peter Krapp</i>	235
Avec et contre la novlangue managériale, par <i>Véronique Rauline</i>	251

Quatrième section

ÉNONCIATIONS LITTÉRAIRES : LIRE, ÉCRIRE, FICTIONNER

De la littérature en régime néolibéral, par <i>Lionel Ruffel</i> ..	271
Gouvernementalité libérale et gestualité littéraire, par <i>Yves Citton</i>	289
Écrire contre, écrire dedans : un retour d'expérience, par <i>Hugues Jallon</i>	307
Bibliographie	315

À propos des *think tanks* dans l'enseignement supérieur

Peter Krapp

La prolifération des consultants dans tous les domaines de la vie moderne est un élément clé dans le développement du néolibéralisme et de ses deux axiomes : premièrement, il n'y a pas d'alternative au commerce mondialisé et à la concurrence des investisseurs, ce qui permet de passer sous silence les aspects coloniaux et impérialistes de ces politiques et de leurs conséquences ; deuxièmement, les marchés libres sont intrinsèquement plus efficaces que les programmes étatiques, ce qui ignore les situations nécessitant, pour le bien commun, règlements, normes, lois ou autres mécanismes de protection. Ce programme ne vise pas seulement la fin de l'ère du prétendu « excès d'État », dans un contexte de mondialisation. La doctrine néolibérale oriente l'intervention étatique afin d'éliminer des projets de solidarité sociale au profit de la privatisation.¹ Les consultants arrivent armés de tableaux, de graphiques et autres diaporamas animés, qui évoquent des calculs complexes et des scénarios sophistiqués. Ils

1. Wendy Brown, « Neoliberalism and the end of liberal democracy », *Theory & Event*, vol. 7, n° 1, 2003 ; Jodi Dean, « Enjoying neoliberalism », *Cultural Politics*, vol. 4, n° 1, 2008, p. 47-72.

prodiguent des conseils et repartent avant de s'être acclimatés à l'organisme sur lequel ils interviennent, qu'il s'agisse d'une entreprise, d'une campagne politique ou d'une institution d'enseignement supérieur. Enjôleurs, verbeux, dotés de grandes compétences de présentation et de vente, les consultants produisent des analyses sommaires, des scénarios, des solutions toutes faites. S'ils peuvent sembler interchangeables, les cabinets qu'ils représentent sont devenus autant de marques mondialisées, de RAND à l'American Enterprise Institute, de McKinsey et le groupe Publicis au Monitor Group et Bain Consulting, sans oublier Cato, Heritage, Hoover et Brookings. Les consultants sont partie prenante d'une campagne visant à remplacer les postulats de base du monde académique (horizon à long terme, tri attentif des idées, poursuite désintéressée du savoir) par ceux régissant l'industrie des *think tanks*: horizons à court terme, service au client orienté vers le profit et filtres idéologiques².

LE CONSEIL :

DES SCÉNARIOS AUX SIMULATIONS

Cette ère des consultants et des *think tanks* constitue un chapitre intéressant dans l'histoire des jeux de stratégie, de guerre et de simulation, renvoyant à l'entraînement militaire et aux conseillers politiques dans l'Europe du XIX^e siècle, dont les jeux de plateau étaient beaucoup plus axés sur le détail que ceux, plutôt abstraits, dont nous héritons aujourd'hui. Cette histoire connaît un tournant décisif avec l'introduction de l'informatique dans la pratique des jeux de planification, des scénarios et des simulations. Les jeux de guerre pratiqués sur des tables ou à même le sol utilisaient de véritables cartes et des informations avérées à propos d'armées bien réelles et de leurs capacités. Ces informations comprenaient des détails concernant la topographie, les conditions météorologiques, la capacité de mouvement, l'impact cinétique, l'avantage tactique, la vision stratégique,

2. Stefan Collini, « From Robbins to McKinsey: the dismantling of the universities », *London Review of Books*, vol. 16, n° 33, 25 août 2011, p. 9-14. À comparer à Chris Lorenz, « If you're so smart, why are you under surveillance ? Universities, neoliberalism, and new public management », *Critical Inquiry*, n° 38, printemps 2012, p. 599-629.

les chaînes d'approvisionnement, l'épuisement des troupes, etc. L'introduction de l'informatique pour rendre compte de toutes ces interactions complexes a permis d'améliorer la rapidité et la précision, mais en passant désormais sous silence des aspects qui, auparavant, étaient ouvertement affichés. Pendant la période de la guerre froide, ces méthodes de scénarios et de jeux de guerre sont devenues le domaine d'expertise des *think tanks*. Des institutions comme RAND ont été parmi les premières à avoir accès à l'informatisation et à rester à la pointe de l'informatique, développant ainsi considérablement ses possibilités de stockage et de traitement des données. Ces méthodes sont devenues plus largement accessibles à un moment où nombreux étaient ceux qui pensaient que la bombe atomique avait rendu obsolète l'expertise traditionnelle dans le domaine de la stratégie et où « la plupart des stratégies et techniciens ont été tellement impressionnés par cette nouvelle arme qu'ils ont pratiquement cessé de penser »³. Herman Kahn acquit chez RAND une telle notoriété, de par la dureté de ses positions et sa volonté de « penser l'impensable », qu'il finit par monter sa propre agence, l'Institut Hudson, à l'autre bout du pays. Cela ne l'a pas empêché de continuer à conseiller, entre autres, le National War College [l'école militaire nationale], le Premier ministre japonais Sato, le gouverneur de Californie Jerry Brown et son chef de cabinet, Gray Davis, ainsi que les présidents des États-Unis Richard Nixon et Gerald Ford et leur conseiller direct, Donald Rumsfeld, entre autres. Herman Kahn distingue plusieurs types de jeux : les jeux informels, qui tentent d'anticiper des réactions probables du mieux possible ; des jeux à règles, qui guident le jugement du joueur tout en lui posant des limites ; les jeux formels, avec un minimum de règles, qui sont utilisés pour générer des règles acceptables pour une pratique de jeu stricte ; et les jeux réalistes, c'est-à-dire les manœuvres militaires.⁴

3. Herman Kahn, *Thinking about the Unthinkable*, Horizon Press, New York, 1962, p. 197. À comparer à Jerome Agel, *Herman Kahn'scousness. The Megaton Ideas of the One-man Think Tank*, Signet, New York, 1973.

4. Herman Kahn est encore connu aujourd'hui pour son essai provocateur : *On Thermonuclear War* (Princeton University Press, 1960), mais ses innovations en tant que consultant et ses publications sur la guerre, la technologie, la futurologie et la stratégie d'entreprise firent connaître RAND et l'Institut Hudson. Voir Paul Dragos Aligica et Kenneth

Aujourd'hui, scénarios et simulations sont intrinsèquement liés au processus de programmation politique et militaire, mais aussi aux prévisions météorologiques et à la stratégie d'entreprise, ainsi qu'à bien d'autres domaines. Mais alors que certaines recherches en météorologie ou en économie sont devenues hautement mathématiques, empruntant à la théorie des jeux de von Neumann et aux calculs de probabilité de la méthode de Monte-Carlo (spécialité d'origine d'Herman Kahn), d'autres domaines ne reposent pas sur l'axiome de la rationalité du comportement, mais envisagent une multitude de situations et de contextes.⁵

Les spécialistes des *think tanks* distinguent les experts des conseillers bas de gamme qui, à l'instar de certains conseillers législatifs, évitent les complexités de l'analyse savante. Ils distinguent également les démarcheurs en conseil des correspondants qui entretiennent des rapports plus sporadiques avec un groupe de réflexion central. Mais, malgré une littérature du management foisonnante, aucune étude géométrique ou comparative des *think tanks* depuis la Seconde Guerre mondiale n'a encore été écrite.⁶ Un élément central à retenu de leur fonctionnement à l'époque de la guerre froide est l'invention du virtuel. Toutes les supputations sur la guerre thermonucléaire ne peuvent être faites qu'à partir

Weinstein (sous la direction de), *The Essential Herman Kahn. In Defense of Thinking*, Lexington Books, Lanham, 2009. À comparer à Barry Briggs, *Superpowers. The Mega-Worlds of Herman Kahn*, Washington, 1998; Sharon Ghamari-Tabrizi, *The Worlds of Herman Kahn. The Intuitive Science of Thermonuclear War*, Harvard University Press, Cambridge, 2005; et Claus Pias, « One-Man Think Tank. Herman Kahn, oder wie man das Undenkbare denkt », *Zeitschrift für Ideengeschichte*, n° 3, 2009, p. 5-16.

5. Fred Kaplan, *The Wizards of Armageddon*, Stanford University Press, Stanford, 1991. Voir aussi David Hammack, « Think tanks and the invention of policy studies », *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 24, n° 2, été 1995, p. 173-181. À comparer à Dieter Plehwe, Bernhard Walpen et Gisela Neuhöffer (sous la direction de), *Neoliberal Hegemony. A Global Critique*, Routledge, Londres, 2006.

6. Andrew Rich et R. Kent Weaver, « Think tanks in the U.S. media », *The Harvard International Journal of Press/Politics*, vol. 5, n° 4, automne 2000, p. 81-103. Voir aussi Paul Dickson, *Think Tanks*, New York, 1970; Diane Stone, *Think Tank Traditions. Policy research and the politics of ideas*, Manchester University Press, 2004; Donald E. Abelson, *Do Think Tanks Matter?*, Carleton University Press, Montréal, 2002; Richard Cockett, *Thinking the Unthinkable. Think Tanks and the Economic Counter-revolution. 1931-1983*, HarperCollins, Londres, 1995; et Thomas Medvetz, *Think Tanks in America*, University of Chicago Press, Chicago, 2012.

de la condition que la guerre thermonucléaire mondiale n'a pas eu lieu (même si Herman Kahn en offensa plus d'un en insistant sur la faisabilité d'une telle guerre, ce qui lui valut d'être surnommé, par Louis Menand, *Second Strike Santa Claus*, le « Père Noël de la deuxième frappe »⁷). Les ordinateurs traitent la connaissance des objets virtuels, qui constituent une classe particulière d'événements se situant entre le possible et le probable. Le geste hypothétique est caractéristique du style intellectuel de production de conseil : d'un côté, la compétence centrale de la fiction ; de l'autre, la puissance de l'informatique qui peut effectuer rapidement des calculs de probabilité selon une chaîne : « Et si... Et si... Et si... » Le jargon de cette méthode rationnelle quantitative donne une impression de précision technique et masque les zones d'incertitude qui se situent entre science et fiction. Les consultants travaillent sur des mondes possibles, sur des chaînes d'événements contre-factuelles ou futurologiques, sur des expériences de pensée, ce qui « aide les dirigeants à voir le monde à travers différentes lunettes, à voir au-delà de leur carte mentale conventionnelle. »⁸ Étant donné l'accent mis sur les structures génératives, il n'est guère surprenant que, parmi les premiers employés de RAND, il y ait eu des scénaristes, comme Leo Rosten.⁹ Les *think tanks* ont leur propre cérémonie des Oscars, financée par Shell, la compagnie pétrolière internationale qui a depuis longtemps adopté la méthode des scénarios. Du fait de leur capacité à manipuler l'axe temporel, les technologies des médias sont étroitement liées au marché du *consulting*, qui repose sur l'observation axiomatique selon laquelle les humains pensent le temps, et possèdent la capacité de regarder en arrière et de vouloir voir en avant, d'anticiper et de planifier. Mais les institutions qui se sont développées autour de cette nécessité de mémoire et d'anticipation, de spéculation et de continuité, y compris au sein de l'enseignement supérieur, ont dû puiser à une

7. Louis Menand, « Fat Man. Herman Kahn and the nuclear age », *The New Yorker*, 27 juin 2005, p. 96-103.

8. Kees Van der Heijden, *Scenarios. The Art of Strategic Conversation*, Wiley, Chichester, 2005, p. 114. À comparer à David J. Staley, « A history of the future », *History and Theory*, vol. 41, n° 4, novembre 2002, p. 72-89.

9. Art Kleiner, « The man who saw the future », *Strategy and Business*, n° 30, 2003, p. 26-31. À comparer à Alex Abella, *Soldiers of Reason*, Harcourt, New York, 2008, p. 24 sq.

variété de sources pour soutenir leur projet à long terme : bourses et droits d'inscription, dons, partenariats régionaux et mondiaux, revenus tirés des brevets. Nombre de ces sources fléchissent ou commencent à se tarir, à mesure que citoyens imposables et politiques, donateurs et philanthropes se tournent de plus en plus vers un programme néolibéral de management visant des profits à court terme plutôt que des investissements à long terme.¹⁰

Dans un célèbre éditorial du *Wall Street Journal*, le président de l'American Enterprise Institute (AEI) admet explicitement la rivalité existant entre le monde académique et les *think tanks* conservateurs comme le sien lorsqu'il écrit que ceux-ci « ne cherchent pas à masquer leurs affinités politiques comme le font les universités (immanquablement gauchisantes) ». Non content de cette accusation générale, il conclut sa chronique en affirmant qu'il est « impératif de maintenir des sanctuaires intellectuels dans un monde où l'université de Harvard interdit le débat sur certains sujets importants et que l'université de Columbia accueille les contributions d'un terroriste majeur »¹¹. Bien sûr, cette déclaration méprisante n'a pas empêché l'AEI de rédiger une étude intitulée : « Opportunités pour l'efficacité et l'innovation : guide pour une réduction du coût des universités ». Sans surprise, la suggestion principale (et ouvertement intéressée) de cette étude est de supprimer les subventions publiques.¹² Ainsi, sur ces vingt-cinq dernières années en Californie, par exemple, le pourcentage de financement public par étudiant a chuté de 54 %. Là où l'État couvrirait 78 % du coût total d'un diplôme d'université publique au sein du système de l'université de Californie, il n'en finance plus aujourd'hui que moins de la moitié. Et pendant que

les subventions publiques diminuaient, la part payée par les étudiants triplait. En 1990, les étudiants contribuaient à hauteur de 13 % à leurs études à l'université de Californie. Suite aux récentes augmentations des frais d'inscription, leur participation a dépassé celle de la puissance publique. Les dons privés et les projets financés n'interviennent que pour des activités spécifiques, pas dans le budget central. Alors que les universités subissent, depuis des décennies, la diminution du soutien à l'éducation et à la recherche, les *think tanks* prospèrent en exécutant les ordres de leur client. Le développement massif de ces cabinets de conseil est survenu, et ce n'est pas une coïncidence, au moment où le financement fédéral de la recherche aux États-Unis chutait, plus précisément sous Ronald Reagan. Ils n'ont pas tous réussi au détriment des universités : alors que l'institut conservateur AEI tirait, dès 1987, 63 % de ses revenus de sources publiques, la Brookings Institution, qui met l'emphasis sur ses critères rigoureux d'objectivité et de neutralité académiques, a vu chuter ses contrats avec le gouvernement, ceux-ci allant de 22 % de ses revenus en 1982 à seulement 3 % en 1987. Pour ne citer qu'une différence majeure entre la recherche effectuée dans les *think tanks* et les cabinets de conseil et celle menée dans les universités, ces dernières se dévouent majoritairement à la recherche fondamentale pure, désintéressée et indépendante de la quête du profit des entreprises, alors que pour les consultants, la recherche est uniquement motivée par les demandes de leur client du moment.¹³

THINK TANKS ET NÉOLIBÉRALISME

L'affirmation de Naomi Klein, « Par *think tanks*, j'entends les gens qui sont payés pour penser par les fabricants de tanks », laisse à comprendre que les *think tanks* illustrent par excellence la portée du complexe militaro-industriel. En fait, ils se sont étendus à tous les domaines de l'industrie du

13. Voir Rebecca Lave, Philip Mirowski, Samuel Randalls, « STS and neoliberal science », *Social Studies of Science*, vol. 40, n° 5, 2010, p. 659-675. À comparer à Rahat Hassan, « From policy research to political advocacy: differentiating think tanks from pressure groups in american politics », *India Quarterly*, vol. 66, n° 3, 2010, p. 287-302.

10. Comparer David Harvey, « University Inc. », *The Atlantic Monthly*, octobre 1998, et Christopher Newfield, *Ivy and Industry. Business and the Making of the American University, 1880-1980*, Duke University Press, Durham, 2003.

11. Christopher DeMuth, « Think-tank confidential », *The Wall Street Journal*, 11 octobre 2007. DeMuth a été président de l'AEI de 1986 à 2008, et est aujourd'hui membre de l'Institute Hudson. Voir Timothy Noah, « Chris DeMuth, Hack Extraordinaire », *Slate*, 11 octobre 2007 (www.slate.com).

12. Vance H. Fried, « Opportunities for efficiency and innovation: a primer on how to cut college costs », working paper 2011-02, www.aei.org.

conseil.¹⁴ Jusqu'en 1970, la petite vingtaine de *think tanks* existant aux États-Unis suivaient le modèle du premier cabinet créé dans le pays, la Brookings Institution, fondée en 1916. Leur mission était de fournir une analyse objective et rigoureuse sur une variété de sujets, dans un style proche de celui des institutions académiques. Au cours des années 1970, les *think tanks* sont devenus de plus en plus idéologiquement marqués et ont centré leur travail sur l'élaboration d'objectifs politiques précis. Par exemple, depuis 1970, la mission de l'Heritage Foundation est de « formuler et promouvoir des politiques publiques conservatrices fondées sur les principes de la libre entreprise, de la limitation du rôle du gouvernement, de la liberté individuelle, des valeurs américaines traditionnelles et d'une défense nationale forte »¹⁵. Parmi les initiatives législatives et les politiques économiques de la « révolution réaganienne », nombreuses sont celles qui ont été échaufaudées par des cabinets de conseil conservateurs dans les années 1970 et 1980. On associe encore souvent l'expression *think tank* à RAND – pour *Research And Development* (« recherche et développement ») –, cabinet financé par l'armée de l'air. Mais ce dernier quart de siècle a connu un véritable boom des *think tanks*. Aujourd'hui, on en compte plus de trois mille cinq cents dans le monde, dont la moitié aux États-Unis. Au cours des années 1990, donateurs et fondations contribuèrent à hauteur de un milliard de dollars pour soutenir les *think tanks* dans leur projet de « production de savoir ». Comme certains membres de ces cabinets interviennent sur les chaînes d'information ou conseillent des dirigeants élus, sans pour autant occuper un poste officiel, d'aucuns les considèrent comme une forme de « gouvernement fantôme » presque entièrement dénué de responsabilité pour ses actes. Les *think tanks* promettent une accumulation, en un lieu précis, d'experts et de données, afin de générer une forme particulière de savoir ;

14. Voir Michael Thompson, « Thinking outside the tank », in Thomas Brandstetter et coll. (sous la direction de), *Think Tanks. Beratung der Gesellschaft*, Disphanes, Zurich-Berlin, 2010, p. 113-120. À comparer à Hartwig Pautz, « Revisiting the think-tank phenomenon », *Public Policy and Administration*, vol. 26, n° 4, 2011, p. 419-435.

15. Voir Niels Bjerre-Poulsen, « The heritage foundation : a second-generation think tank », *Journal of Policy History*, vol. 3, n° 2, 1991, p. 152-172. À comparer à Johanna Bockman, « The origins of neoliberalism between soviet socialism and western capitalism », *Theory and Society*, vol. 36, n° 4, août 2007, p. 343-371.

l'acquisition et la répartition de ce savoir dépendent d'importants réseaux personnels et techniques. Contrairement aux cellules de crise, les *think tanks* n'ont pas pour vocation de générer, sur l'instant, des décisions prises dans un contexte de crise permanente. Ils sont là pour accompagner et soutenir un processus plus long de prise de décisions, et pour évaluer les implications de décisions potentielles. On peut donc les dépeindre en quelque sorte comme un terrain de jeu intellectuel, comme un espace probabiliste dédié à la production de scénarios alternatifs. Ici, penser l'impensable est non seulement faisable, mais obligatoire : les simulations informatiques et les techniques de construction de scénarios sont les outils reconnus et emblématiques des processus interdisciplinaires, qu'il s'agisse de conseil en politique ou de stratégie d'entreprise.¹⁶

Les consultants fournissent des suggestions à partir de scénarios et de graphiques qui aiguillent les clients vers une prise de décision. Une histoire médiatique du *consulting* ne s'intéresserait pas seulement à différents styles de construction de scénarios (qui empruntent massivement à l'art de la fiction et du *storytelling* audiovisuel), mais aussi à l'influence généralisée des présentations PowerPoint (qui n'est que la dernière version en date d'une forme d'argumentation imagée).¹⁷ Bien sûr, le monde antique a eu ses consultants, oracles ou nécromanciens. Mais il ne fait aucun doute que le conseil en tant que profession omniprésente est un phénomène contemporain, indissociable de l'ère des médias. Les consultants peuvent suggérer une ligne de conduite sans avoir à l'appliquer, et sans avoir à porter la responsabilité de ses conséquences. Les consultants peuvent donc définir les critères de leur propre réussite, et l'évaluation de leur valeur dépend exclusivement de stipulations sur la contingence : il est difficile de prouver ce qui aurait pu se produire si le consultant n'avait pas été consulté ou si les conseils prodigués n'avaient pas été suivis. Cela profite au consultant, mais cela réduit aussi le champ de la contingence, puisque les clients qui engagent un consultant se limitent, de fait, à une

16. Voir Gérard Courtois, « Les think tanks, des idées en l'air », *Le Monde*, 7 janvier 2012.

17. Voir, par exemple, les contributions à l'ouvrage dirigé par Matthias Bauer et Christoph Ernst, *Diagrammatik. Einführung in ein kultur- und medienwissenschaftliches Forschungsfeld*, Transcript, Bielefeld, 2010.

seule alternative: accepter ou refuser le conseil du consultant. D'autres scénarios sont toujours présents, affleurant presque à la surface, mais, si on les évoque, cela signifie le rejet de ces avis intérieurement réfléchis. Qui plus est, quiconque n'engage pas de consultant peut se voir accuser de ne pas solliciter de conseils.

On peut faire remonter l'affinité entre le conseil produit par les *think tanks* et le néolibéralisme à la facture même du terme « néolibéralisme ». Après les années 1920 et le discrédit du « laisser-faire » et du « libéralisme de Manchester », des économistes ont tenté de formuler de nouvelles propositions. Une première rencontre, le colloque Walter Lippmann, a eu lieu à Paris en 1938, puis après la Seconde Guerre mondiale; ces discussions ont repris au-dessus du lac Léman, sur la frontière franco-suisse, au sommet du mont Pèlerin. Malgré ses tentatives pour bénéficier d'un financement public de la recherche, la Société du Mont-Pèlerin a vite été reconnue comme une organisation politique, et non pas une société savante de recherche pure. On le constate, par exemple, dans la lettre de refus émanant de l'American Council of Learned Societies [conseil des sociétés savantes des États-Unis]:

« Concernant votre demande de financement, le comité, après étude de votre dossier, estime qu'aussi intéressants puissent être les membres et les activités de la Société du Mont-Pèlerin, l'organisation n'existe pas, en tant que société, dans le but principal de promouvoir la recherche fondamentale dans les humanités et les sciences sociales. De nombreux membres sont des chercheurs actifs et appartiennent certainement à des sociétés professionnelles qui existent dans ce but principal, par exemple: American Economic Association, Modern Language Association of America, American Historical Association – autant d'organisations qui, tout comme leurs équivalents à l'étranger, auraient vocation à recevoir une aide. Bien que de nombreux membres de la Société du Mont-Pèlerin soient effectivement des chercheurs académiques, leur association au sein de la société est motivée par le fait de prendre part à des débats sur certains sujets cruciaux de notre société. »¹⁸

18. Lettre de Robert Hoopes, vice-président de l'American Council of Learned Societies, à Jasper Crane, 20 juin 1958, Hoover Institu-

La Société du Mont-Pèlerin s'est rapidement transformée en un réseau générant de nombreux *think tanks* dans le monde entier, au moins soixante-dix d'entre eux ayant émergé à l'instigation directe de cette société en qualité de « collectifs de pensée néolibérale »¹⁹. De manière plus générale, l'industrie du conseil a véritablement pris son essor dans le contexte d'une accélération de l'horizon moderne, c'est-à-dire précisément une configuration dans laquelle distance critique et « temps pour penser » deviennent des biens précieux, qui peuvent donc être conditionnés et vendus. Les cabinets de conseil, les *think tanks*, intègrent des vertus qui, auparavant, caractérisaient la vie intellectuelle, des modes de production du savoir qui étaient associés aux universités – précisément parce que, hors de ces espaces de réflexion, la modernité accélère le bouleversement structurel et la transformation constante, réduisant et éliminant les zones de sécurité et de sûreté, atomisant toute structure qui permettrait de sauvegarder quelque forme de permanence, de tradition, de continuité ou de distance réflexive, à l'inclusion des institutions culturelles et du système éducatif.

RÉFORMER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Il n'est donc pas étonnant que les consultants en appellent à des « réformes » des institutions universitaires qui revendiquent une temporalité différente. Des tendances sont identifiées pour l'enseignement supérieur du XXI^e siècle. On demande aux institutions de se percevoir dans un contexte mondial de coopération et de concurrence. L'influence des technologies de l'information sur la création, la diffusion et l'assimilation du savoir annonce un éloignement des modes traditionnels de communication et de mémoire collective. L'importance grandissante accordée

tion Archives, *Mont Pelerin Society Records*, vol. 12, n° 2. Cité dans Lea Hartung, « Half an idea machine », *Think Tanks. Die Beratung der Gesellschaft*, Diaphanes, Zurich, 2010, p. 103.

19. Philip Mirowski et Dieter Plehwe (sous la direction de), *The Road from Mont Pelerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Harvard University Press, Cambridge, 2009. À comparer à Ronald Max Hartwell, *A History of the Montpelerin Society*, Indiana University Press, Bloomington, 1995, p. 41 sq.

aux approches interdisciplinaires a des conséquences sur la planification académique. Dans le secteur de la recherche et de la technologie, l'interface public-privé est bouleversée, et la recherche fondamentale dépend de plus en plus des financements privés. Cela accélère le recours à l'évaluation et à l'étalonnage [*benchmarking*] des performances qui affectent l'enseignement, la recherche et le transfert technologique. En Californie, on aurait dû opposer à ces défis la recommandation de revenir au Master Plan for Higher Education, schéma directeur pour l'enseignement supérieur datant de 1960, et de l'actualiser. Nombreux sont ceux qui attribuent directement aux universités californiennes, en général, et en particulier aux dix établissements publics constituant l'université de Californie, le rang privilégié qu'occupe l'État de Californie dans l'économie mondiale et l'imaginaire global. Pourtant, au lieu de fêter dignement l'anniversaire de ce document majeur, les politiques ont, à maintes reprises, prononcé son éloge funèbre. Les réformateurs du système éducatif invoquent l'excellence et l'efficacité pour intimider enseignants et étudiants, et encouragent la macdonaldisation des universités : moins de contenus, des effectifs plus nombreux, moins d'enseignants, enseignement en ligne, dissolution générale des critères que les équipes pédagogiques ont minutieusement développés au fil des décennies et des générations.²⁰ Ces suggestions figurent parmi la série de recommandations, néolibérales comme on pouvait s'y attendre, produites par un dispositif foisonnant de cabinets de conseil, au sommet duquel se trouve le *think tank* de fortune que l'université a bricolé elle-même et à laquelle elle se soumet : la « Commission sur le futur ». Même les manifestations étudiantes, qui restaient le dernier rempart contre les réformes néolibérales de l'éducation imposées d'en haut et soutenues par la puissance publique, ont manqué d'efficacité dans ce contexte. Elles ont pris un tour nostalgique et n'ont pas posé directement la question centrale : quelle université voulons-nous ? En apparence, les idéaux éducatifs de Humboldt sont toujours d'actualité. Bon nombre des institutions sociales ayant autrefois servi à gérer l'incer-

20. Voir Christopher Newfield, *Unmaking the Public University: The Forty Year Assault on the Middle Class*, Harvard University Press, Cambridge, 2008.

titude se sont transformées en champs de bataille idéologiques : la famille, le mariage, les rôles de genre, les divisions de classe, les partis politiques, l'affiliation religieuse, l'État-providence. En revanche, sans faillir, dans tous les discours de campagne, la réponse qui revient systématiquement lorsqu'il s'agit de faire face à notre situation contemporaine, c'est le besoin d'éducation. Si les prestations sociales sont réduites, les dispositions en faveur de l'éducation devraient être améliorées. Un investissement dans l'éducation pourrait venir compenser la réduction des services sociaux. Et pourtant, à l'inverse, le modèle national d'université de recherche, compromis entre la politique moderne, la science académique et la culture nationale, est en ruine.²¹ En Europe, les réformes éducatives doivent composer avec des systèmes nationaux qui tentent de progresser tant bien que mal vers un système continental, comme celui des États-Unis, et l'université publique est délaissée pour cause de manque de soutien politique. Le monde universitaire, qui repose sur l'unité fondamentale entre recherche indépendante et enseignement, est pris en étau entre la diminution des financements et des attentes politiques grandissantes. Ulrich Beck établit un diagnostic polémique lorsqu'il parle d'un « stalinisme à la McKinsey », minant de l'intérieur l'enseignement supérieur : un réseau d'accréditeurs, d'informateurs, d'évaluateurs et de traités de données évoluant dans l'ombre et venant à imposer « le management du changement » aux universités.²² Le programme néolibéral vise ainsi à éliminer la recherche fondamentale pour la remplacer par un modèle entrepreneurial de sponsoring et une collaboration industrie-université pour les brevets et le copyright ; à supprimer les diplômes de lettres et d'art pour les remplacer par des formations professionnelles ; à transformer une institution à l'indépendance constitutionnelle en un vulgaire prestataire de services à la botte des grandes sociétés, une usine à diplômes. Dans un tel modèle industriel, les diplômés font figure de clones, fidèlement élaborés à partir de modèles approuvés.

21. À comparer à Bill Readings, *The University in Ruins*, Harvard University Press, Cambridge, 1997.

22. Ulrich Beck, « Welche Universität wollen wir ? », *Berliner Zeitung*, 6 février 2010.

UNE CRITIQUE EXTÉRIEURE DU MODÈLE NÉOLIBÉRAL

Mais l'erreur fondamentale du programme néolibéral est de confondre les appels à l'autonomie de l'enseignement supérieur avec une invocation de la concurrence du marché libre pour assurer la succession du modèle de l'université de recherche publique. Cette substitution grossière ne prend pas en compte la raison pour laquelle recherche et enseignement doivent rester indépendants, à la fois des politiques publiques et des intérêts de l'industrie: cette dernière est intrinsèquement orientée vers le court terme, alors que la recherche fondamentale et la formation des étudiants reposent sur un horizon temporel différent.

L'observateur intéressé se sera demandé pourquoi la meilleure université publique du monde s'encombrait de cet étrange outil managérial de réflexion et de réforme qu'est la Commission sur le futur de l'université de Californie²³. Il est évidemment impossible de confirmer ou d'infirmer la thèse selon laquelle la culture de l'université empêcherait l'innovation et le changement, tout comme il est impossible de démontrer la nécessité de cette apothéose de *consulting* auprès des représentants du secteur financier et de l'investissement (et du secteur de l'éducation à but lucratif). Au contraire, s'il a jamais existé une forme organisationnelle entièrement et fondamentalement vouée à l'innovation et au changement, c'est bien l'université. Aucune autre organisation n'a une mission comparable: améliorer la vie des citoyens à travers l'éducation et la recherche, et servir l'intérêt public. Le management universitaire ne doit en aucun cas se réduire à trouver des réponses efficaces aux questions de court terme: l'axiome selon lequel « nous ne savons pas encore » est une vertu académique fondamentale. Bien sûr, l'évaluation pédagogique, la responsabilité administrative, le soutien à la recherche et d'autres aspects de toute entreprise académique deviennent actuellement de plus en plus complexes et axés sur les données. Cependant, même face aux pressions accrues imposées au management parti-

23. Voir sur le site ucfuture.universityofcalifornia.edu. Pour être totalement transparent: j'ai participé à un de ces « groupes de travail ».

cipatif et à la gouvernance partagée, les voies de communication parfois tapageuses qui relient déjà l'administration et le personnel enseignant demeurent préférables à cette politique d'externalisation à des consultants de toute la complexité des données brutes du système. Les enseignants, eux, savent que les prescriptions simplistes du management de changement n'envisagent que le court terme (vendre des bâtiments, licencier des enseignants, externaliser l'enseignement en ligne, ou faire de la recherche sur les sujets qui intéressent les acteurs de l'industrie et du secteur commercial aujourd'hui).

Les idées ont toujours constitué le fonds de commerce des universités. Par conséquent, toutes sortes d'idées circulent en permanence, dont certaines qui sont aujourd'hui totalement discréditées. Si on insère dans un système organisé un mécanisme sans précédent – comme la Commission sur le futur de l'université de Californie –, celui-ci peut facilement attirer les mauvaises idées rejetées précédemment, comme le montrent certaines des recommandations de cette commission évoquées publiquement. Sur le blog des élus étudiants au conseil d'administration de l'université de Californie, qui rend compte des travaux de la commission, le doyen de la faculté de droit de Berkeley, Chris Edley, est cité: « Nous ne pouvons nous enliser dans le processus interminable de consultation qui caractérise l'université. Nous ne pouvons nous permettre de passer par les étapes normales du processus de consultation, nous avons besoin d'un système central plus musclé. » C'est pourquoi l'inoculation proposée par des membres provocateurs de la commission, comme Chris Edley, qui en appellent à un grand repli vers l'enseignement en ligne, a aussitôt activé les défenses immunitaires de l'université. La plupart des observateurs de l'enseignement supérieur savent à présent que les cours en ligne ne sont ni plus économiques ni plus efficaces que les autres types d'enseignement. De fait, des dizaines d'universités y ont perdu des millions de dollars, une majorité écrasante d'étudiants ne terminent pas les cours en ligne, et l'évaluation des acquis est inégale. Même le fondateur d'une des principales universités en ligne, Sebastian Thrun, l'a rapidement reconnu, expliquant qu'Udacity allait abandonner l'application de son « produit pourri » dédié à l'enseignement supérieur

pour se tourner vers la formation professionnelle.²⁴ Pour-
tant, en janvier 2015, lors de la présentation au conseil
d'administration de l'université de Californie de l'actuali-
sation du prétendu « guide pour accompagner les change-
ments importants dans le fonctionnement de l'université
de Californie », la teneur générale était technocratique et
anti-académique : produire des étudiants plus rapidement,
supprimer et fusionner les programmes, développer consi-
dérablement l'enseignement en ligne, explorer de nouvelles
collaborations pour le soutien à la recherche et viser l'effi-
cacité opérationnelle.²⁵

Avec et contre la novlangue managériale

Véronique Rauline

En mai 2000, Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant épinglent,
dans un article paru dans *Le Monde diplomatique*¹, ce qu'ils
nomment la « nouvelle vulgate planétaire ». « Dans tous les
pays avancés, écrivent-ils en ouverture de l'article, patrons
et hauts fonctionnaires internationaux, intellectuels média-
tiques et journalistes de haute volée se sont mis de concert
à parler une étrange novlangue dont le vocabulaire, appa-
remment surgi de nulle part, est dans toutes les bouches. »
Depuis ce texte, cette « novlangue », présentée comme carac-
téristique du stade actuel du capitalisme – qualifié ici de
« néolibéral » –, a fait l'objet de nombreuses analyses. Articles,
essais, lexiques émanant d'universitaires, de chercheurs,
mais aussi de militants (parfois de chercheurs *en tant que*
militants) se sont attachés à en déconstruire les mots-clés et
la rhétorique. À ces écrits, il faut ajouter tous ceux qui, sans
être directement et explicitement consacrés à la dimension

1. Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant, « La nouvelle vulgate planétaire », *Le Monde diplomatique*, mai 2000, p. 6-7.

24. Chris Parr, « Moocs : edX unvells arab initiative, Udacity rethinks "lousy product" », *Times Higher Education*, 28 novembre 2013; Max Chafkin, « Udacity's Sebastian Thrun, godfather of free online education, changes course », *Fast Company*, 14 novembre 2013; Steve Kolovich, « Academics to Udacity founder: told ya », *The Chronicle of Higher Education*, 23 novembre 2013.

25. « Status report on recommendations of the UC commission on the future », 20 janvier 2015 (regents.universityofcalifornia.edu).